

No. 48007*

**Netherlands
and
Mali**

Exchange of notes constituting an agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Mali concerning the status of military and civilian personnel of the Netherlands and Malian Ministries of Defence, present in each other's territory for activities related to bilateral military cooperation. Bamako, 31 May 2010 and Koulouba, 16 June 2010

Entry into force: *17 June 2010, in accordance with the provisions of the said notes*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Netherlands, 1 November 2010*

*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

**Pays-Bas
et
Mali**

Échange de notes constituant un accord entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Mali concernant le statut du personnel militaire et civil des Ministères de la défense néerlandais et malien, présent sur leurs territoires respectifs en vue de la coopération bilatérale en matière de défense. Bamako, 31 mai 2010 et Koulouba, 16 juin 2010

Entrée en vigueur : *17 juin 2010, conformément aux dispositions desdites notes*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Pays-Bas, 1er novembre 2010*

* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagi-

nation consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

I

ROYAUME DES PAYS-BAS

Bamako, le 31 mai 2010

No.: BAM-233/10

L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en République du Mali présente ses compliments au Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale du Mali et, se référant à la note verbale No. 01700/MAECI/DAJ-DAICC-SAB en date du 24 mars 2010, relative au projet d'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Mali concernant le statut du personnel militaire et civil des Ministères de la Défense Néerlandais et Malien, présent sur leurs territoires respectifs en vue de la coopération bilatérale en matière de défense, a l'honneur de lui faire tenir la contre-proposition ci-après:

Preamble

Le Royaume des Pays-Bas, d'une part,
et

La République du Mali, d'autre part,

Conjointement appelés «les Parties»,

Désireux de renforcer la coopération militaire entre les deux pays;

Ont convenu de ce qui suit:

Article I

Définitions

Dans le présent accord, et sauf indication contraire du contexte, l'expression:

«personnel»: signifie le personnel civil et militaire des Ministères de la Défense des Parties;

«personnel militaire»: signifie le personnel militaire du Ministère de la Défense de l'État d'envoi, y compris le personnel militaire étranger formant partie intégrante d'unités militaires de l'État d'envoi sur la base d'un programme d'échange;

«personne à charge»: signifie le conjoint d'un membre du personnel de l'État d'envoi ou les enfants qui sont à sa charge;

«conjoint»: on entend par conjoint également toute personne vivant maritalement avec le membre du personnel de l'État d'envoi, dans la mesure où une telle situation est reconnue légalement dans l'État d'envoi.

Article II

Critères d'entrée et de sortie

Les autorités de l'État d'accueil permettront au personnel de l'État d'envoi et aux personnes à leur charge la libre entrée et sortie du territoire de l'État d'accueil en accord avec les lois nationales et les obligations découlant de traités internationaux de l'État d'accueil.

Article III

Discipline et juridiction

1. La juridiction disciplinaire sur le personnel de l'État d'envoi restera la prérogative des autorités compétentes de l'État d'envoi.

2. Le personnel de l'État d'envoi et les personnes à leur charge respecteront les lois et sont soumis à la législation en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil.

3. Le personnel de l'État d'envoi jouira de l'immunité juridique pour toute offense ou tout acte commis pendant son séjour dans l'État d'accueil lors de l'exercice de ses fonctions officielles conformément au présent accord. En outre, le personnel de l'État d'envoi sera exempt de procédures judiciaires de toute nature, parmi lesquelles l'extradition et la reddition, demandées par un État tiers suite à des faits punissables commis avant leur entrée dans l'État d'accueil.

4. Le gouvernement de l'État d'accueil peut demander au gouvernement de l'État d'envoi de lever l'immunité d'un membre du personnel de l'État d'envoi dans des cas revêtant une importance particulière pour l'État d'accueil. Dans un tel cas, les Parties contractantes se concerteront en vue de préserver leurs intérêts légitimes respectifs.

5. Si les autorités de l'État d'accueil arrêtent un membre du personnel de l'État d'envoi pour des offenses ou des actes pour lesquels il jouit de l'immunité juridique conformément au paragraphe 3, elles en remettront sur-le-champ la garde à l'officier responsable du personnel de l'État d'envoi et elles enverront, sans délai, un rapport sur la question à l'officier responsable du personnel de l'État d'envoi.

6. Les autorités compétentes de l'État d'envoi informeront les autorités compétentes de l'État d'accueil de leur décision d'intenter une action en justice contre le membre du personnel de l'État d'envoi ainsi que des résultats des procédures qui auront été engagées dans l'État d'envoi.

Article IV

Importation et exportation

1. La loi nationale en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil, et, si applicable, les lois de la Communauté européenne sur l'importation, l'exportation et le transfert des biens sont applicables pour l'équipement, les matériels, les fournitures et autres biens importés dans ou exportés de l'État d'accueil par l'État d'envoi ainsi que pour les bagages, effets personnels, produits ou autres biens destinés à l'usage personnel du personnel de l'État d'envoi et des personnes à leur charge, importés dans ou exportés de l'État d'accueil dans le cadre de la mise en œuvre du présent accord.

2. L'équipement du personnel de l'État d'envoi, ainsi que des quantités raisonnables de provisions, approvisionnements et autres biens à l'usage exclusif dudit personnel peuvent être importés en franchise de droits, en accord avec la loi nationale en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil, et, si applicable, les lois de la Communauté européenne.

3. Les biens importés en franchise de droits sous paragraphe 2 peuvent être réexportés librement, conformément à la loi nationale en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil et, si applicable, aux lois de la Communauté européenne sur l'exportation des biens et ne seront pas écoulés dans l'État d'accueil par moyen de vente ou de don. Cependant, dans des cas particuliers, un tel acte pourra être autorisé à des conditions imposées par les autorités intéressées de l'État d'accueil.

4. Les biens importés par les autorités de l'État d'envoi, le personnel de l'État d'envoi et les personnes à leur charge à des fins autres que la satisfaction des besoins exclusifs de l'État d'envoi, du personnel de l'État d'envoi et des personnes à leur charge ne sont pas exempts de taxes, impôts ou d'autres charges.

5. Les exportations de biens achetés dans l'État d'accueil sont soumises à la réglementation en vigueur sur le territoire dudit État et, si applicable, aux lois de la Communauté européenne en matière d'exportation.

6. Les véhicules militaires de l'État d'envoi bénéficient, dans la mesure prévue par la loi nationale en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil, également de l'exemption de taxes dues en raison de la circulation de ces véhicules sur les routes.

7. Des dispositions spéciales seront prises par l'État d'envoi et l'État d'accueil conformément à la loi nationale en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil, et, si applicable, aux lois de la Communauté européenne, afin que les carburants et lubrifiants destinés à l'usage des véhicules, aéronefs et bateaux militaires soient livrés exempts de tous droits et taxes.

8. Des facilités particulières seront accordées par les autorités douanières de l'État d'accueil, conformément à la loi nationale en vigueur sur le territoire dudit État, et, si applicable, aux lois de la Communauté européenne, pour le passage des frontières par des unités et formations régulièrement constituées, à condition que les autorités douanières intéressées aient reçu la notification appropriée en temps utile.

Article V

Armes et uniformes

1. Le personnel militaire participant aux exercices militaires peut détenir et porter des armes, à condition d'y être autorisé par le règlement qui lui est applicable.

2. Le personnel militaire n'est autorisé à utiliser des armes et des munitions que pour l'entraînement et en des sites spécialement destinés à cet usage par l'État d'accueil. Ces sites seront ultérieurement désignés par les autorités compétentes de l'État d'accueil et de l'État d'envoi.

3. Les armes et les munitions seront entreposées et gardées conformément aux lois et réglementations en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil.

4. Le personnel militaire est autorisé à porter l'uniforme militaire national dans l'exercice de sa mission officielle.

Article VI

Permis de conduire

L'État d'accueil peut:

a) soit accepter comme valable, sans exiger ni examen préalable ni droits ou taxes, le permis de conduire civil ou militaire courant et valide, délivré par les autorités compétentes de l'État d'envoi au personnel de l'État d'envoi;

b) soit délivrer, sans exiger d'examen, son propre permis de conduire au personnel de l'État d'envoi titulaire d'un permis de conduire civil ou militaire courant et valide, délivré par l'État d'envoi.

Article VII

Demande d'indemnités

1. Les Parties renoncent l'une envers l'autre à toute demande d'indemnité pour des dommages causés aux biens du gouvernement utilisés par leurs forces ou pour la perte de ces biens et pour les blessures (y compris les blessures entraînant la mort) subies par leur personnel, découlant de leur mission officielle.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas si le dommage causé aue¹⁾ biens du gouvernement ou la perte de ces biens ou les blessures, mentionnées dans ce paragraphe, subies par le personnel, sont le résultat d'une grave négligence ou d'une faute intentionnelle. Les Parties coopèrent dans l'apport de preuves pour l'examen et l'élimination des réclamations desquelles ils sont responsables.

3. Les demandes d'indemnité de tiers (autres que les indemnités contractuelles) pour toute perte, tout dommage ou toute blessure causés

¹⁾ Devrait se lire: "aux".

par le personnel de l'État d'envoi dans l'exécution de leur mission officielle, seront réglées par l'État d'accueil au nom de l'État d'envoi conformément aux lois en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil. Les coûts liés au règlement d'une telle demande seront remboursés par l'État d'envoi.

4. Les demandes d'indemnité de tiers pour toute perte, tout dommage ou toute blessure causés par le personnel des deux Parties dans l'exécution de leur mission officielle, seront réglées par l'État d'accueil, également au nom de l'État d'envoi, conformément aux lois en vigueur sur le territoire de l'État d'accueil. Les coûts liés au règlement d'une telle demande seront répartis équitablement entre les Parties.

5. L'État d'accueil consultera l'État d'envoi avant de procéder à tout règlement de demandes d'indemnité de tiers.

Article VIII

Assistance médicale et dentaire

1. Le personnel de l'État d'envoi aura été déclaré apte sur le plan médical et dentaire avant son entrée dans le territoire de l'État d'accueil.

2. Le personnel de l'État d'envoi recevra une assistance médicale et dentaire d'urgence gratuite dans les établissements médicaux militaires pendant toute la durée de son séjour dans l'État d'accueil, dans le cadre du présent accord.

3. Toute autre assistance médicale et dentaire, y compris l'hospitalisation, sera accordée dans les mêmes conditions que celles applicables au personnel de l'État d'accueil.

Article IX

Décès

1. Les autorités de l'État d'envoi présentes dans l'État d'accueil ont le droit de prendre en charge le rapatriement du corps de tout membre décédé du personnel de l'État d'envoi ou d'un membre de la famille, ainsi que de ses biens personnels, et pourront prendre, pour ce faire, les dispositions appropriées.

2. Il ne sera pas pratiqué d'autopsie sur le corps de tout membre décédé du personnel de l'État d'envoi ou d'un membre de la famille sans l'accord des autorités de cet Etat et en dehors de la présence d'un de ses représentants.

3. L'Etat d'accueil et l'Etat d'envoi coopèrent, dans toute la mesure du possible, pour assurer, dans les meilleurs délais, le rapatriement du corps de tout membre décédé du personnel de l'Etat d'envoi ou d'un membre de la famille.

Article X

Règlement des litiges

Tout litige survenant à la suite de l'interprétation, l'application ou de la mise en œuvre des dispositions du présent accord sera réglé à l'amiable par moyen de consultation ou négociation entre les Parties.

Article XI

Application pour les Pays-Bas

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent accord ne s'appliquera qu'au territoire européen du Royaume.

Article XII

Entrée en vigueur et résiliation

1. Le présent accord restera en vigueur pour une période d'un (1) an.
2. Les Parties peuvent mettre fin au présent accord à tout moment, par notification écrite à l'autre Partie, et par voie diplomatique, en respectant un délai de préavis de six (6) mois.

Si les dispositions ci-dessus agréent au gouvernement de la République du Mali, l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas a l'honneur de proposer que la présente note et la note en réponse du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République du Mali constituent un accord entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Mali, qui entrera en vigueur à la date de réception de la réponse du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République du Mali.

L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Internationale de la République du Mali les assurances de sa très haute considération.

*Le Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération Internationale de la République du Mali
Koulouba*

II

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉ- RATION INTERNATIONALE DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Koulouba, le 16 juin 2010

No. 03483/MAECI/DAJ-DAICC-SAB

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République du Mali présente ses compliments à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Bamako et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale référencée BAM-233/10 du 31 mai 2010 relative au projet d'Accord sur le statut du personnel militaire et civil des Ministères de la Défense Néerlandais et malien.

En retour, le Ministère, se référant à sa note verbale n° 01700/MAECI/DAJ-DAICC-SAB du 24 mars 2010, voudrait marquer l'accord du Gouvernement de la République du Mali, pour ledit projet d'Accord.

A cet effet, le Ministère notifie à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Bamako que sa note verbale ci-dessus mentionnée et la présente note de réponse constituent un Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République du Mali.

Ledit Accord entrera en vigueur dès réception par l'Ambassade de la présente note verbale.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Bamako les assurances de sa haute considération.

*Ambassade du Royaume des Pays-Bas
Bamako*

[TRANSLATION – TRADUCTION]

I

Kingdom of the Netherlands

Bamako, 31 May 2010

No. BAM-233/10

The Embassy of the Kingdom of the Netherlands in the Republic of Mali presents its compliments to the Ministry for Foreign Affairs and International Cooperation of Mali and, referring to note verbale No. 01700/MAECI/DAJ-DAICC-SAB dated 24 March 2010, concerning the draft Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Mali on the status of the military and civilian personnel of the Dutch and Malian Ministries of Defence present in each other's territory for purposes of bilateral cooperation in defence matters, has the honour to submit herewith the following counter-proposal:

Preamble

The Kingdom of the Netherlands, of the one part and the Republic of Mali, of the other part, jointly referred to "the Parties",

Wishing to strengthen military cooperation between the two countries,
Have agreed as follows:

Article I. Definitions

In this Agreement, unless the context indicates otherwise:

"Personnel" means the civilian and military personnel of the Ministries of Defence of the Parties;

"Military personnel" means the military personnel of the Ministry of Defence of the sending State, including foreign military personnel forming an integral part of military units of the sending State on the basis of an exchange program;

"Dependent" means the spouse of a member of the personnel of the sending State or any children depending on him or her for support;

"Spouse" means any person having a relationship equivalent to marriage with a member of the personnel of the sending State, insofar as such a situation is legally recognized in the sending State.

Article II. Entry and exit requirements

The authorities of the receiving State shall allow the personnel of the sending State and their dependents free entry into and exit from the territory of the receiving State in

accordance with the domestic laws and international treaty obligations of the receiving State.

Article III. Discipline and jurisdiction

1. Disciplinary jurisdiction over the personnel of the sending State shall remain the prerogative of the competent authorities of the sending State.

2. The personnel of the sending State and their dependents shall respect and shall be subject to the law in force in the territory of the receiving State.

3. The personnel of the sending State shall enjoy immunity from legal process for any offence or act committed during their stay in the receiving State in the course of exercising their official functions in accordance with this Agreement. In addition, the personnel of the sending State shall be exempt from judicial proceedings of any kind, including any request for extradition or surrender submitted by a third State for offences committed prior to their entry into the receiving State.

4. The Government of the receiving State may request the Government of the sending State to waive the immunity of a member of the personnel of the sending State in cases of particular importance for the receiving State. In such event, the contracting Parties shall consult each other with a view to safeguarding each other's legitimate interests.

5. In the event that the authorities of the receiving State take into custody a member of the personnel of the sending State for offences or acts for which he or she enjoys immunity from legal process pursuant to paragraph 3, they shall immediately hand over such custody to the officer in command of the personnel of the sending State and shall submit, without delay, a report on the matter to the officer in command of the personnel of the sending State.

6. The competent authorities of the sending State shall inform the competent authorities of the receiving State of their decision to institute legal action against the member of the personnel of the sending State and of the outcome of the proceedings initiated in the sending State.

Article IV. Importation and exportation

1. The domestic law in force in the territory of the receiving State and, where applicable, European Union laws on importation, exportation and the transfer of goods shall apply in respect of equipment, materials, supplies and other property imported into or exported from the receiving State by the sending State, including any baggage, personal effects, products or other goods for the personal use of the personnel of the sending State and their dependents, imported into or exported from the receiving State in connection with the implementation of this Agreement.

2. The equipment of the personnel of the sending State, together with reasonable quantities of provisions, supplies and other goods for the exclusive use of the said personnel, may be imported free of duty, in accordance with the domestic law in force in the territory of the receiving State and, where applicable, European Union laws.

3. The goods imported free of duty under paragraph 2 may be re-exported freely, in conformity with the domestic law in force in the territory of the receiving State and, where applicable, European Union laws on the exportation of goods, and shall not be disposed of in the receiving State by way of sale or gift. However, in particular cases, such disposal may be authorized on conditions imposed by the relevant authorities of the receiving State.

4. The goods imported by the authorities of the sending State, the personnel of the sending State and their dependents other than for the exclusive use of the sending State, the personnel of the sending State and their dependents shall not be entitled to any exemption from duties, taxes or other charges.

5. Exports of goods purchased in the receiving State shall be subject to the regulations in force in the territory of the said State and, where applicable, to European Union laws on exportation.

6. Military vehicles of the sending State, to the extent provided for by the domestic law in force in the territory of the receiving State, shall also enjoy exemption from duties arising from the use of such vehicles on the road.

7. Special provisions shall be made by the sending and receiving States in accordance with the domestic law in force in the territory of the receiving State, and, where applicable, the laws of the European Community, so that fuels and lubricants intended for the use by the military vehicles, aircraft and vessels shall be exempt of all duties and taxes.

8. Special arrangements for crossing frontiers shall be granted by the customs authorities of the receiving State, in accordance with the domestic law in force in the territory of the said State, and, where applicable, European Union laws, to regularly constituted units and formations, provided that the relevant customs authorities have been properly notified in due time.

Article V. Arms and uniforms

1. Military personnel participating in military exercises may possess and carry arms, provided that they are authorized to do so by their orders.

2. Military personnel may use arms and ammunition only for training purposes and on locations specially designated for such use by the receiving State. These locations shall be further agreed upon by the competent authorities of the receiving State and of the sending State.

3. Arms and ammunition shall be stored and guarded in accordance with the domestic laws and regulations in force in the territory of the receiving State.

4. Military personnel may wear military uniforms while performing their official duties.

Article VI. Driving permits

The receiving State may:

a) either accept as valid, without a driving test, fee or tax, the current and valid civilian or military driving permit issued by the competent authorities of the sending State to the personnel of the sending State;

b) or issue, without a driving test or fee, its own driving permit to the personnel of the sending State who hold a current and valid civilian or military driving permit issued by the sending State.

Article VII. Claims for compensation

1. The Parties waive any claims against each other for damage to or loss of government property used by their armed forces and for injury (including injury resulting in death) suffered by their personnel, arising out of their official duties.

2. Paragraph 1 of this article shall not apply if the damage to or loss of government property or the injury suffered by personnel, as referred to in that paragraph, are the result of gross negligence or wilful misconduct. The Parties shall cooperate in gathering evidence for the examination and settlement of the claims for which they are responsible.

3. Third party claims (other than contractual claims) for any loss, damage or injury caused by the personnel of the sending State in the performance of their official duties shall be settled by the receiving State on behalf of the sending State in accordance with the domestic laws in force in the territory of the receiving State. Costs related to the settlement of any such claim shall be reimbursed by the sending State.

4. Third party claims for any loss, damage or injury caused by personnel of either Party in the performance of their official duties shall be settled by the receiving State, also on behalf of the sending State, in accordance with the domestic laws in force in the territory of the receiving State. Costs related to the settlement of any such claim shall be shared equally between the Parties.

5. The receiving State shall consult the sending State before undertaking any settlement of third party claims.

Article VIII. Medical and dental support

1. The personnel of the sending State shall be declared medically and dentally fit prior to their entry into the territory of the receiving State.

2. The personnel of the sending State shall be granted emergency medical and dental support free of charge in military medical facilities during their entire stay in the receiving State in connection with this Agreement.

3. All other medical and dental support, including hospitalization, shall be granted under the same conditions as those applicable to the personnel of the receiving State.

Article IX. Decease

1. The authorities of the sending State present in the receiving State shall have the right to arrange for the repatriation of the remains of a deceased member of the personnel

of the sending State, or those of a deceased family member, together with his or her personal effects, and may take the appropriate steps to that end.

2. An autopsy shall not be performed on a deceased member of the personnel of the sending State or on a family member without the agreement of the authorities of that State and without a representative of that State being present.

3. The receiving State and the sending State shall cooperate to the fullest extent possible to ensure the repatriation, without delay, of the remains of any deceased member of the personnel of the sending State or of a family member.

Article X. Settlement of disputes

Any dispute arising out of the interpretation, application or implementation of the provisions of this Agreement shall be settled amicably through consultation or negotiation between the Parties.

Article XI. Applicability to the Netherlands

With regard to the Kingdom of the Netherlands, this Agreement shall apply only to the territory of the Kingdom in Europe.

Article XII. Entry into force and cancellation

1. This Agreement shall remain in force for a period of one (1) year.

2. The Parties may terminate this Agreement at any time, by written notification to the other Party and through the diplomatic channel, giving advance notice of six (6) months.

If the provisions above are acceptable to the government of the Republic of Mali, the Embassy of the Kingdom of the Netherlands has the honour to propose that the present note and the note in reply from the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of the Republic of Mali shall constitute an Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Mali, which shall enter into force on the date of receipt of the response from the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of the Republic of Mali.

The Embassy of the Kingdom of the Netherlands seizes this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of the Republic of Mali the assurances of its highest consideration.

To:
The Ministry of Foreign Affairs and
International Cooperation of the Republic of Mali
Koulouba

II

Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation

Directorate for Legal Affairs

Koulouba, 16 June 2010

No. 03483/MAECI/DAJ-DAICC-SAB

The Ministry for Foreign Affairs and International Cooperation of the Republic of Mali presents its compliments to the Embassy of the Kingdom of the Netherlands in Bamako, and has the honour to acknowledge receipt of its note verbale No. BAM-233/10 dated 31 May 2010, concerning the draft Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Mali on the status of the military and civilian personnel of the Dutch and Malian Ministries of Defence.

In response, the Ministry, referring to its note verbale No. 01700/MAECF DAJ-DAICC-SAB dated 24 March 2010, wishes to indicate the agreement of the Government of the Republic of Mali to the said draft Agreement.

To that end, the Ministry hereby notifies the Embassy of the Kingdom of the Netherlands, Bamako, that its note verbale referred to above and the present note in response shall constitute an Agreement between the Government of the Kingdom of the Netherlands and the Government of the Republic of Mali.

The said Agreement shall enter into force upon receipt by the Embassy of the present note verbale.

The Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation seizes this opportunity to renew to the Embassy of the Kingdom of the Netherlands, Bamako, the assurances of its high consideration.

To:
Embassy of the Kingdom of the Netherlands
Bamako